



## **ORDRE DU JOUR PRÉLIMINAIRE**

(au 28 septembre 2022)

Conférence virtuelle, 5 - 7 octobre 2022

## ■ À propos du Centre de l'OCDE sur la finance et l'investissement verts

Le Forum sur la finance et l'investissement verts a lieu chaque année et constitue l'événement phare du Centre de l'OCDE sur la finance et l'investissement verts. Ce Forum réunira des participants venus du monde entier, dont des investisseurs, des organismes de réglementation financière, des responsables de la formulation des politiques, et des représentants des entreprises et de la société civile, et il offre une occasion incomparable de procéder à des échanges de vues sur les grandes priorités de l'action publique et des possibilités inexploitées de faire en sorte que le système financier soit à même de traduire en actes ses objectifs de neutralité en gaz à effet de serre et de résilience climatique.

Le Forum constitue un important événement pour la communauté mondiale de la finance et de l'investissement durables. Cette année, le Forum prendra la forme d'une série de réunions de groupes de haut niveau et de séances parallèles sur le thème « **Passer des engagements aux actes dans la décennie de réalisations : vers une finance verte et durable porteuse d'impact** », de manière à répondre à l'urgente nécessité de mettre la finance en adéquation avec les objectifs mondiaux dans le domaine du climat, de l'environnement et du développement.

Compte tenu des incertitudes quant aux évolutions futures de la pandémie de COVID-19 et aux mesures de déconfinement, ce 9<sup>e</sup> Forum sur la finance et l'investissement verts se tiendra sous une forme virtuelle.

En 2021, nous avons accueilli **plus de 1000 participants** issus de **122 pays** et réuni **92 orateurs de haut niveau**. Parmi les orateurs de haut niveau qui ont participé aux précédentes éditions du Forum ont notamment figuré : Partha Dasgupta, Professeur émérite d'économie Frank Ramsey, Université de Cambridge ; Sri Mulyani Indrawati, ministre des Finances, Indonésie ; John Kerry, Envoyé spécial du Président des États-Unis chargé du climat ; Günther Thallinger, Membre du Conseil de gestion et Président de l'UN-convened Net-Zero Asset Owner Alliance ; et Ingrid van Wees, Vice-présidente, Finance et gestion des risques, Banque asiatique de développement (BAsD).

## ■ À propos du Centre de l'OCDE sur la finance et l'investissement verts

Le Centre contribue à catalyser et à appuyer la transition vers une économie verte, à faibles émissions et résiliente face au climat, moyennant la conception de mesures, d'institutions et d'instruments efficaces, notamment en matière de finance et d'investissement verts. Le Centre de l'OCDE sur la finance et l'investissement verts tire parti de l'expertise multidisciplinaire de l'OCDE et de l'influence dont elle bénéficie systématiquement auprès de tous les organes compétents des États, et il offre un cadre mondial de collaboration pour promouvoir les priorités mondiales en matière de finance et d'investissement verts.

## ■ Contacts

**Walid Oueslati** | PhD, *Chef par intérim*, Division de l'environnement, des transitions et de la résilience, Direction de l'environnement de l'OCDE  
Walid.OUESLATI@oecd.org

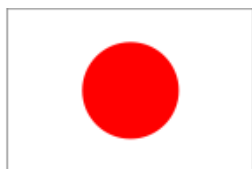
**Robert Youngman** | *Chef d'équipe*  
Finance et investissement verts, Direction de l'environnement de l'OCDE  
Robert.YOUNGMAN@oecd.org

**Valentina Bellesi** | *Analyste des politiques*  
Finance et investissement verts, Direction de l'environnement de l'OCDE  
Valentina.BELLESI@oecd.org

*Le Secrétariat de l'OCDE remercie le Gouvernement japonais pour son soutien.*

## Sponsor principal

*Le Secrétariat de l'OCDE remercie les sponsors suivants pour leur soutien.*



**JAPAN GOV**  
THE GOVERNMENT OF JAPAN

## Sponsor or

**Meridiam**  
for people and the planet

## Sponsors argent

**Wind**  
EUROPE

**MSCI** 

## Partenaires du monde des médias

 **IFI** responsible  
investor

**Eurosif** 

## L'ORDRE DU JOUR en un coup d'œil

### MERCREDI 5 OCTOBRE

#### 11h00 – 11h30

Ouverture du Forum et allocution de bienvenue

#### 12h00 – 13h00

Séance plénière de haut niveau : La voie à suivre en matière de financement de la transition

#### 13h30 – 14h30

Séance plénière de haut niveau : Améliorer les pratiques de marché pour financer une transition climatique et renforcer l'investissement ESG

#### 15h00 – 16h00

Axe 1 : Financer la mise hors service responsable des actifs polluants : une transition juste peut-elle être profitable ?

Axe 2 : Financer la résilience et l'adaptation des infrastructures

### JEUDI 6 OCTOBRE

#### 10h45 – 11h20

Ouverture et discussion informelle : Le rôle des banques centrales et des ministères des Finances dans l'écologisation de l'économie en Asie du Sud-Est

#### 11h50 – 12h15

Discussion informelle : Peut-on éviter l'iniquité de la finance verte ?

#### 12h45 – 13h45

Axe 1 : Comment réorienter au profit de la neutralité GES les milliers de milliards d'investissements passifs placés dans des fonds indiciels ?

Axe 2 : Profiter au maximum de la budgétisation verte à l'échelon infranational pour mobiliser les financements privés à l'appui de l'action climatique

#### 14h15 – 15h15

Axe 1 : Établir un lien entre les engagements climatiques des entreprises et du secteur financier et l'action des pouvoirs publics (partie 1) : le rôle des normes de conduite responsable des entreprises

Axe 2 : Passer à la neutralité GES : le rôle de la tarification du carbone et de l'impôt sur les sociétés

#### 15h45 – 16h45

Axe 1 : Établir un lien entre les engagements climatiques des entreprises et du secteur financier et l'action des pouvoirs publics (partie 2) : évaluer l'adéquation du secteur financier avec les objectifs de la politique d'atténuation du changement climatique

Axe 2 : Assurer une transition résiliente : l'adaptation aux répercussions matérielles du changement climatique

### VENDREDI 7 OCTOBRE

#### 11h00 – 12h10

Ouverture et séance plénière de haut niveau : Les risques financiers liés à la biodiversité : traduction des risques et interface climat-biodiversité

#### 12h40 – 13h40

Axe 1 : Déverrouiller les moyens de financement et amplifier les capitaux au service des ambitions de l'Inde dans le domaine des énergies propres

Axe 2 : Mettre le financement mixte au service de la décennie de réalisations : quel avenir pour des obligations vertes, sociales et durables ?

#### 14h10 – 14h50

Axe 1 : De l'urgence de l'écologisation des systèmes financiers : enseignements offerts par l'Inde, le G20 et le rôle de la coopération pour le développement

Axe 2 : Atteindre des objectifs climatiques et énergétiques ambitieux par temps de crise

#### 15h20 – 16h20

Axe 1 : Progrès vers la systématisation de la gestion des impacts

Axe 2 : L'interface genre-environnement : décloisonner la finance durable

#### 16h20 – 16h30

Clôture du Forum

## PREMIÈRE JOURNÉE – MERCREDI 5 OCTOBRE 2022

Maitre de  
cérémonie et  
Président

**Hugh Wheelan**, Journaliste, Cofondateur et ancien codirecteur de Responsible Investor

11h00 – 11h30  
(heure de Paris)

**Ouverture du Forum : allocution de bienvenue et discours liminaires**

Remarques  
d'ouverture

**Mathias Cormann**, Secrétaire général, OCDE

Discours  
liminaires

**Tomoko Amaya**, Ministre délégué aux Affaires internationales, Agence des services financiers, Japon

**Helena Viñes Fiestas**, Membre du Conseil, Autorité espagnole des marchés financiers ; Corapporteur, Plateforme européenne sur la finance durable ; et Membre, Groupes d'experts de haut niveau du Secrétaire général de l'ONU sur les engagements de zéro émission nette

11h30 – 12h00 Pause

12h00 – 13h00  
(heure de Paris)

**Séance plénière de haut niveau : La voie à suivre en matière de financement de la transition**

Lancement des Lignes directrices de l'OCDE sur le financement de la transition

Pour se conformer aux objectifs de température énoncés dans l'Accord de Paris, des mesures de décarbonation devront être financées dans tous les secteurs de l'économie, surtout dans les secteurs gros consommateurs d'énergie dont il est difficile de réduire les émissions, et en particulier dans les marchés émergents et les économies en développement. À mesure que les pouvoirs publics et le secteur privé intensifient leurs engagements en matière de neutralité GES et définissent des méthodes de financement de la transition, il sera d'une importance cruciale que des plans et stratégies de transition robustes soient établis par les entreprises pour assurer une transition crédible et significative vers la neutralité GES. S'appuyant sur les récents travaux de l'OCDE sur le financement de la transition, cette séance plénière de haut niveau réunira des acteurs influents pour examiner les grandes priorités et les mesures qui doivent être prises d'urgence par les pouvoirs publics pour encourager les initiatives visant à orienter les financements vers la réalisation des objectifs climatiques et environnementaux dans les secteurs où il est difficile de réduire les émissions.

Modérateur

**Gillian Tett**, Présidente du Comité de rédaction et envoyée spéciale, Financial Times

Remarques  
d'ouverture

**Jo Tyndall**, Directrice, Direction de l'environnement, OCDE

Intervenants

**Sean Kidney**, Directeur général, Climate Bonds Initiative (CBI)

**Carolyn Neo**, Représentante principale, Autorité monétaire de Singapour

**Elke Pfeiffer**, Gestionnaire principal de projet, UN-convened Net-Zero Asset Owner Alliance, Principles for Responsible Investment

**Eugene Wong**, Directeur général, Sustainable Finance Institute Asia (SFIA)

**Nicholas Pfaff**, Directeur général adjoint, International Capital Market Association (ICMA)

13h00 – 13h30 Pause

13h30 – 14h30  
(heure de Paris)

**Séance plénière de haut niveau : Améliorer les pratiques de marché pour financer une transition climatique et renforcer l'investissement ESG**

Les marchés financiers ont un rôle essentiel à jouer en facilitant une transition climatique en aidant à évaluer les avantages nets, en orientant les capitaux au profit des entités en transition vers les énergies renouvelables, et en assurant une surveillance et une vérification appropriées pour soutenir une transition ordonnée vers la neutralité GES. Bien que des progrès notables aient été accomplis, des difficultés considérables entravent la mobilisation efficace des capitaux. Cette séance abordera le lancement de recommandations de l'OCDE pour favoriser une plus grande comparabilité des indicateurs de transition climatique, ainsi que la transparence

et l'interopérabilité des approches du financement climatique et de l'ESG pour soutenir une transition ordonnée vers des économies sobres en carbone.

**Modérateur** **Mathilde Mesnard**, Directrice adjointe, Direction des affaires financières et des entreprises, OCDE

**Remarques d'ouverture** **Yoshiki Takeuchi**, Secrétaire général adjoint, OCDE

**Intervenants** **Carmine Di Noia**, Directeur, Direction des affaires financières et des entreprises, OCDE

**Aerdt Houben**, Directeur, Marchés financiers, De Nederlandsche Bank

**Larry McDonald**, Secrétaire assistant adjoint, Département du Trésor des États-Unis

14h30 – 15h00 Pause

Séances parallèles	Axe 1	Axe 2
15h00 – 16h00 (heure de Paris)	Financer la résilience et l'adaptation des infrastructures	Financer la mise hors service responsable des actifs polluants : une transition juste peut-elle être profitable ?

La COP26 et le Pacte de Glasgow pour le climat ont souligné combien il est urgent d'amplifier l'action et le soutien en vue d'améliorer la capacité d'adaptation, de renforcer la résilience et de réduire la vulnérabilité au changement climatique. Cela soulève la nécessité de faire en sorte que les investissements d'infrastructure atténuent les effets du changement climatique tout en accroissant la capacité d'adaptation et la résilience. Cette séance réunira les gouvernements pour examiner la nécessité de renforcer le financement de la résilience des infrastructures. Cette séance sera centrée sur la manière dont les gouvernements prennent en considération les avantages et les coûts à long terme de l'adaptation dans la planification et le financement des investissements d'infrastructure. Cette séance cherche à éclairer comment les gouvernements intègrent ces considérations dans leur planification pour établir une approche intégrée de l'adaptation et de la résilience des infrastructures.

Pour respecter les objectifs de température énoncés dans l'Accord de Paris, le GIEC estime que les émissions doivent atteindre un pic au plus tard avant 2025 et être radicalement réduites par la suite. Pour l'instant, les projections des émissions des infrastructures de combustibles fossiles existantes et prévues seront vraisemblablement supérieures aux émissions nettes compatibles avec une trajectoire de 1.5°C. Au-delà de la rénovation et de la décarbonation des infrastructures existantes grâce à l'utilisation de combustibles et de gaz renouvelables, cela soulève la question de savoir comment encourager la mise hors service anticipée des actifs polluants lorsque les signaux transmis par les prix sont insuffisants pour mobiliser les capitaux privés et qu'une plus grande intervention s'avère nécessaire. Cette séance a pour objectif d'examiner les problèmes liés à la mise hors service anticipée et aux solutions qui pourraient leur être apportées.

**Modérateur** **Mamiko Yokoi-Arai**, Cheffe d'unité et Cheffe adjointe de la Division des marchés financiers, OCDE

**Barbara Buchner**, Directrice générale mondiale, Climate Policy Initiative (CPI)

**Intervenants** **Carine de Boissezon**, Directrice du développement durable, EDF

**Daniel Mminele**, Chef, Équipe présidentielle sur le financement climatique, Afrique du Sud

**Thierry Déau**, Directeur général, Meridiam ; Président, Finance for Tomorrow

**Samantha Smith**, Directrice, Centre pour une transition juste

**Toshikazu Tokioka**, Directeur chargé de la coordination internationale au sein du Bureau du génie fluvial, de l'eau et de la gestion des catastrophes, Ministère des Terres, de l'Infrastructure, des Transports et du Tourisme, Japon

**Ramesh Subramaniam**, Directeur général du Département Asie du Sud-Est, Banque asiatique de développement (confirmé)

## DEUXIÈME JOURNÉE : JEUDI 6 OCTOBRE 2022

**10h45 – 11h20**  
**(heure de Paris)** Ouverture et discussion informelle : **Le rôle des banques centrales et des ministères des Finances dans l'écologisation de l'économie en Asie du Sud-Est**

**10h45 – 10h50**  
**(heure de Paris)** **Bienvenue et ouverture**

Remarques  
d'ouverture **Kerri-Ann Jones**, Secrétaire générale adjointe, OCDE

**10h50 – 11h20**  
**(heure de Paris)** **Discussion informelle : Le rôle des banques centrales et des ministères des Finances dans l'écologisation de l'économie en Asie du Sud-Est** (coorganisée avec AMRO)

Cette discussion informelle examinera le rôle joué par les banques centrales, les organismes de réglementation financière et les ministères des Finances de la région ASEAN+3 dans l'amélioration de la gestion des risques environnementaux et climatiques au sein du secteur financier et, en dernière analyse, dans la mobilisation de capitaux pour les investissements verts et sobres en carbone en vue de promouvoir la transition vers la neutralité GES. Coorganisée avec l'ASEAN+3 Macroeconomic Research Office (AMRO), cette discussion informelle mettra en lumière les approches et les instruments que les banques centrales et les organismes de réglementation financière de la région sont en train d'élaborer et de mettre en œuvre pour améliorer la prise en compte des risques environnements et climatiques.

Modérateur **Lucy Fitzgeorge-Parker**, Rédacteur en chef, Responsable Investor

Intervenants **Geraldine Ang**, Chef de projet et analyste principal des politiques, Direction de l'environnement, OCDE

**Aziz Durrani**, Expert en développement des capacités, ASEAN+3 Macroeconomic Research Office (AMRO)

**Lyn I. Javier**, Gouverneur adjoint, sous-secteur de la politique et de la supervision spécialisée, Banque centrale des Philippines

11h20 – 11h50 Pause

**11h50 – 12h15**  
**(heure de Paris)** **Discussion informelle : Peut-on éviter l'iniquité de la finance verte ?**  
(coorganisée avec le Forum économique mondial)

L'investissement est en quête d'actifs offrant de fortes performances climatiques. Cependant, tous les pays ne disposent pas de capacités suffisantes de production de rapports – aussi des occasions d'investissement vert risquent-elles d'être ratées. Plus de 97 % des capitaux durables sont investis dans les pays à revenu élevé. Dans le même temps, les marchés émergents ont besoin d'investissements pour aider à l'écologisation des actifs. Comment éviter que certains pays soient laissés pour compte et que les inégalités d'accès aux moyens de financement soient amplifiées ? Des produits d'investissement structurés destinés à soutenir la transition et des incitations appropriées sont nécessaires pour attirer des capitaux vers les pays à faible revenu. Cette discussion informelle examinera les risques d'iniquité que comporte la finance verte, ainsi que les moyens de les atténuer.

Modérateur **Antonia Gawel**, Responsable Changement climatique et Directrice adjointe du Centre pour la nature et le climat, Forum économique mondial

Intervenants **Faheen Allibhoy**, Directrice générale, Institution financière de développement, JP Morgan  
 Proparco(à confirmer)

12h15 – 12h45 Pause

Séances parallèles	Axe 1	Axe 2
<b>12h45 – 13h45 (heure de Paris)</b>	<b>Comment réorienter au profit de la neutralité GES les milliers de milliards d'investissements passifs placés dans des fonds indiciels ?</b>	<b>Profiter au maximum de la budgétisation verte à l'échelon infranational pour mobiliser les financements privés à l'appui de l'action climatique</b>

Le point de savoir dans quelle mesure les fonds indiciels promeuvent les objectifs de neutralité GES des gestionnaires d'actifs suscite une attention croissante. Les méthodologies actuellement mises en œuvre dans le cas des indices verts et dans celui des indices alignés sur l'Accord de Paris peuvent être très différentes. Les indices verts sont établis par référence aux émissions passées des entreprises, ce qui peut aboutir à une faible diversification, alors que les indices alignés sur l'Accord de Paris et sur la transition, qui recouvrent un plus large éventail d'actifs, exigent le recours à des indicateurs prospectifs pour leur élaboration, ainsi qu'un contrôle de qualité au fil du temps. Cette séance examinera les avantages et les problèmes présentés par un éventail d'indices destinés à favoriser une transition sobre en carbone, et elle étudiera les possibilités d'améliorer les aspects méthodologiques, tels que la composition des indices et les considérations prospectives. Les orateurs se pencheront par ailleurs sur le paysage en constante mutation sous l'angle des exigences de notification, ainsi que sur les possibilités de consolider les normes, ce qui favoriserait à son tour un renforcement du rôle des fournisseurs et des fonds indiciels dans le cadre de la transition sobre en carbone.

Les régions et les villes disposent d'un puissant outil pour mobiliser le financement climatique public et privé, à savoir leur budget. Les administrations infranationales de toute la zone OCDE adoptent de plus en plus la budgétisation verte afin de mieux mettre leurs budgets en adéquation avec leurs objectifs climatiques et environnementaux et faire un meilleur usage de leur budget pour combler l'insuffisance des fonds et des financements destinés à faire face au changement climatique. Cette séance réunira des représentants des organisations internationales, des administrations nationales et infranationales, ainsi que des praticiens de la finance institutionnelle et privée afin de mettre en lumière comment ces acteurs collaborent en permanence pour mobiliser les budgets publics afin d'accroître le financement climatique privé, à savoir les obligations vertes, les prêts verts et d'autres instruments innovants. Elle explorera également les défis lancés et les perspectives ouvertes par une amplification de cette collaboration et par la diffusion des meilleures pratiques au sein de la zone OCDE et au-delà.

Modérateur **Hugh Wheelan**, Journaliste, Cofondateur et ancien codirecteur de Responsible Investor

Remarques d'ouverture **Håvard Halland**, économiste sénior, Centre de développement, OCDE

Intervenants **Øystein Børsum**, Gouverneur adjoint, Banque de Norvège

**Marcin Kacperczyk**, Professeur de finance, Imperial College London et Centre for Economic Policy Research (CEPR)

**Melissa McDonald**, Responsable mondiale des indices climatiques et ESG, MSCI

**Courtenay Wheeler**, Analyste des politiques, Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes, OCDE

**Laurent Gautier-Falret**, Directeur marketing, secteur public local et associations, La Banque Postale

**Gaël l'Aot**, Inspecteur général des services, Conseil régional d'Occitanie, France

**Enrique Rodríguez Varo**, Secrétaire général au Budget, aux Dépenses et aux

**Frédéric Samama**, Responsable du développement stratégique, Sustainable1, S&P Global

Financements européens, Communauté autonome d'Andalousie, Espagne

**Riikka Torppa**, Cheffe d'unité adjointe, DG RÉFORME, Commission européenne

**Kit England**, Responsable Économie verte, Ville de Glasgow

13h45 – 14h15 Pause

Séances parallèles	Axe 1	Axe 2
14h15 – 15h15 (heure de Paris)	Établir un lien entre les engagements climatiques des entreprises et du secteur financier et l'action des pouvoirs publics (partie 1) : le rôle des normes de conduite responsable des entreprises	Passer à la neutralité GES : le rôle de la tarification du carbone et de l'impôt sur les sociétés

Pour orienter l'action responsable du secteur privé en matière de climat, des enseignements peuvent être tirés des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et du Guide du devoir de diligence pour une conduite responsable des entreprises, qui contiennent des recommandations sur la manière dont les entreprises peuvent contribuer au développement durable tout en faisant face aux répercussions négatives sur l'environnement et la société. La partie 1 de cette séance examinera comment ces instruments de l'OCDE peuvent être utilisés pour favoriser la cohérence et la comparabilité entre les différents pays ou ensembles régionaux et tenir compte des priorités de transition juste dans les processus décisionnels des entreprises.

Les prix du carbone ont des effets évidents et voulus sur l'atténuation du changement climatique, mais d'autres instruments d'action fondés sur les prix peuvent aussi influencer efficacement sur la réduction des émissions. Parmi ces instruments peut notamment figurer l'impôt sur les sociétés, qui peut avoir des effets non négligeables sur les émissions de carbone. Cette séance examinera le rôle joué par la tarification du carbone et par l'impôt sur les sociétés dans la stimulation des réductions des gaz à effet de serre. Elle traitera des toutes dernières évolutions de la tarification du carbone et les canaux à travers lesquels ces deux types d'instruments peuvent influencer sur les émissions de carbone.

**Modérateur** **Barbara Bijelic**, Responsable du Secteur financier, Centre de l'OCDE pour une conduite responsable des entreprises

**Walid Oueslati** | PhD, Chef par intérim de la Division de l'environnement, des transitions et de la résilience, Direction de l'environnement, OCDE

**Intervenants** **Catherine Howarth**, Directrice générale, ShareAction

**Jos Delbeke**, Professeur et titulaire de la chaire sur le climat de la BEI, École de gouvernance transnationale, Institut universitaire européen

**Patrick Bader**, Coordinateur de la taxonomie européenne, BNP Paribas (à confirmer)

**Kurt Van Dender**, Chef, Unité fiscalité et environnement, Centre de politique et d'administration fiscales, OCDE

**Giorgia Maffini**, Cadre dirigeante et Conseillère spéciale en politique fiscale et prix de transfert, PwC

**Participant à la discussion** **Steve Waygood**, Responsable en chef de l'investissement responsable, Aviva Investors

15h15 – 15h45 Pause

Axes parallèles	Axe 1	Axe 2
-----------------	-------	-------

15h45 – 16h45  
(heure de  
Paris)

Établir un lien entre les engagements  
climatiques des entreprises et du secteur  
financier et l'action des pouvoirs publics  
(partie 2) : évaluer l'adéquation avec les  
objectifs de la politique d'atténuation du  
changement climatique

Assurer une transition résiliente : l'adaptation  
aux répercussions matérielles du  
changement climatique

Divers fournisseurs de services commerciaux et partenaires de la société civile ont mis au point des méthodes pour évaluer à quel point les avoirs du secteur financier sont en adéquation avec l'objectif de température énoncé dans l'Accord de Paris. S'appuyant sur les conclusions d'un bilan et d'une analyse de ces méthodes auxquels a procédé l'OCDE, la partie 2 de cette séance examinera les pratiques actuelles, les hypothèses sur lesquelles elles reposent, leur champ d'application et leurs insuffisances, ainsi que leurs atouts et leurs limites. Cela permettra d'étudier dans quelle mesure les données disponibles sont adaptées à l'usage qui en est prévu, pour suivre l'avancement des efforts pour faire en sorte que la finance soit en adéquation avec les objectifs de la politique climatique nationale et internationale, ainsi que pour contribuer à éclairer les décisions financières et d'investissement prenant en considération la résilience au changement climatique.

Un nombre croissant de sociétés financières et non financières adoptent actuellement des plans de transition climatique, afin de se conformer à l'objectif de température énoncé dans l'Accord de Paris, consistant à limiter le réchauffement planétaire à bien moins de 2°C, et de préférence à 1.5°C, par rapport aux niveaux préindustriels. Mais même ces niveaux de réchauffement auront de profondes conséquences, dont une augmentation des pertes de récoltes, des pénuries d'eau et des catastrophes naturelles. Jusqu'à présent, la plupart des organismes de réglementation ont pour une large part centré leurs efforts sur la divulgation des risques physiques, mais il est de plus en plus clair que les entreprises devront également disposer de plans visant à assurer leur résilience future. Les entreprises d'aujourd'hui sont-elles prêtes à affronter les nouvelles conditions climatiques de demain ? Comment les investisseurs peuvent-ils s'engager à renforcer la résilience aux conséquences physiques du changement climatique ?

Modérateur

**Raphaël Jachnik**, Analyste principal des politiques, Direction de l'environnement de l'OCDE

**Sophie Robinson-Tillett**, Journaliste Finance durable, Investment and Pensions Europe

Intervenants

**Charlotte Gardes**, Experte en changement climatique, énergie et stabilité financière, Fonds monétaire international

**Ezgi Barcenas**, Responsable de la durabilité, Anheuser-Busch InBev

**Sebastian Müller**, Fondateur, right. based on science

**Swenja Surminski**, Directrice des recherches sur l'adaptation, Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, London School of Economics and Political Science (LSE)

**Silvia Ruprecht**, Conseillère principale en politiques, Office fédéral de l'environnement

Participant à la discussion

**Steve Waygood**, Responsable en chef de l'investissement responsable, Aviva Investors

**Gavin Templeton**, Associé, Pollination

## TROISIÈME JOURNÉE : VENDREDI 7 OCTOBRE 2022

**11h00 – 12h10**  
**(heure de Paris)** **Ouverture et séance plénière de haut niveau : Les risques financiers liés à la biodiversité : traduction des risques et interface climat-biodiversité**

**11h00 – 11h10**  
**(heure de Paris)** **Bienvenue et ouverture**

Remarques  
d'ouverture

**Jo Tyndall**, Directrice, Direction de l'environnement, OCDE

**11h10 – 12h10**  
**(heure de Paris)** **Séance plénière de haut niveau : Les risques financiers liés à la biodiversité : traduction des risques et interface climat-biodiversité**

La biodiversité et les services écosystémiques sont le socle de toutes les activités économiques et du bien-être humain. Pourtant, la biodiversité est détruite à un rythme sans précédent, exposant à des risques significatifs l'économie et le secteur financier. Les risques, les impacts et les dépendances d'ordre financier liés à la biodiversité sont omniprésents mais mal compris, et ils demeurent dans leur quasi-totalité mal évalués par le secteur financier et par les entreprises bénéficiaires d'investissements, malgré la dynamique et la prise de conscience croissantes des acteurs financiers. Cette séance examinera les priorités des organismes de réglementation et de surveillance pour mieux évaluer les risques, les impacts et les dépendances liés à la biodiversité dans le secteur financier, sous l'angle de la stabilité financière, du contrôle bancaire et de la stabilité des prix. La séance examinera les prochaines étapes de la traduction des impacts et des dépendances en termes de risques, dont l'élaboration de scénarios et l'identification de leurs limites. Elle se penchera également sur le caractère prioritaire pour les investisseurs et les autres acteurs des marchés financiers d'un déblocage des investissements dans les activités positives pour la nature telles qu'une utilisation durable des terres. La séance étudiera par ailleurs les facteurs potentiellement aggravants ou atténuants liés à la conjonction des défis lancés par le changement climatique et par le recul de la biodiversité.

Modérateur **Geraldine Ang**, Analyste principal des politiques, OCDE

Intervenants

**Simon Dikau**, Chercheur, Grantham Research Institution, London School of Economics

**Romain Svartzman**, Économiste, Banque de France

**Simon Zadek**, Directeur général, NatureFinance

Participante à la discussion **Chiara Colesanti Senni**, Chercheuse postdoctorale à l'Université de Zurich, et chercheuse en politique monétaire au sein du Conseil des politiques économiques

**David Pápp**, Chef de la politique de financement durable, Banque centrale de Hongrie

Sessions parallèles	Axe 1	Axe 2
<b>12h40 – 13h40</b> <b>(heure de Paris)</b>	<b>Déverrouiller les moyens de financement et amplifier les capitaux au service des ambitions de l'Inde dans le domaine des énergies propres</b>	<b>Mettre le financement mixte au service de la décennie de réalisations : quel avenir pour des obligations vertes, sociales et durables ?</b>

L'Inde a accompli des progrès majeurs au sein de son secteur énergétique au cours des deux dernières décennies. Néanmoins, les investissements doivent être considérablement accrus pour concrétiser les ambitions gouvernementales de parvenir à installer une capacité en énergie renouvelable de 500 GW et à

Les obligations vertes, sociales et durables sont en train de s'imposer rapidement auprès des pays donneurs et des pays partenaires comme un outil permettant de combler le déficit de financement des ODD et de tirer parti de nouvelles sources de capitaux, telles que celles fournies par les investisseurs

assurer des réductions de l'intensité énergétique de 45 % d'ici 2030. Une utilisation ciblée des fonds publics, ainsi que du financement international de l'action climatique et du développement, peut attirer les investisseurs et orienter les capitaux privés de telle sorte qu'ils servent la réalisation des ambitions de l'Inde dans le domaine des énergies propres. Cette séance mettra l'accent sur les principales recommandations relatives à l'éolien marin, à la production d'hydrogène vert et aux mesures de promotion de l'efficacité énergétique dans les micro, petites et moyennes entreprises qui ressortent de la Feuille de route de l'Inde pour le financement et l'investissement des énergies propres élaborée par l'OCDE et le Conseil de défense des ressources naturelles (*Natural Resources Defense Council – NRDC*), sous la direction de divers ministères du gouvernement indien.

institutionnels. Cependant, en l'absence de normes réglementaires appropriées, il est difficile de garantir que les émetteurs respectent leurs engagements de durabilité. Malgré les évolutions observées dans certains pays ou ensembles régionaux, dont l'UE, qui visent à clarifier et à normaliser les définitions, les obligations vertes, sociales et durables sont principalement guidées par une série de normes sectorielles et une discipline de marché de nature volontaire, ce qui risque d'aboutir à une forme d'écoblanchiment, en particulier dans les pays en développement. Cette séance examinera la situation actuelle des marchés des obligations vertes, sociales et durables, ainsi que les défis et les opportunités qui en découlent pour les pays en développement, en mettant particulièrement l'accent sur le rôle que les donneurs peuvent jouer en soutenant leur émission et leur succès.

Modérateur	<b>Cecilia Tam</b> , Cheffe d'équipe, Financement de l'énergie propre et mobilisation des investissements, Direction de l'environnement, OCDE	<b>Paul Horrocks</b> , Chef d'unité, Financement privé à l'appui du développement durable, OCDE
Remarques d'ouverture	<b>Freddy Svane</b> , Ambassadeur, Ambassade royale danoise en Inde	<b>Thierry Lippert</b> , Chef de l'évaluation et de la gestion de la qualité, et représentant du CAD de l'OCDE, Ministère des Affaires étrangères et européennes, Luxembourg
Discours liminaire vidéo	<b>Shemara Wikramanayake</b> , Directrice générale et cheffe de la direction, Groupe Macquarie	
Intervenants	<p><b>Abhay Bakre</b>, Directeur général, Bureau de l'efficacité énergétique (BEE), Inde</p> <p><b>Dinesh Jagdale</b>, Cosecrétaire, Ministère des Énergies nouvelles et renouvelables, Inde</p> <p><b>Mani Khurana</b>, Spécialiste principale de l'énergie, Banque mondiale</p> <p><b>Poonam Sandhu</b>, Spécialiste du secteur financier et responsable de l'équipe Inde, Natural Resources Defense Council (NRDC)</p> <p><b>Anu P. Mathai</b>, Conseillère, Ministère des Affaires économiques, Inde (à confirmer)</p>	<p><b>Chiara Caprioli</b>, Gestionnaire principale en développement des entreprises et Experte en finance durable, Bourse du Luxembourg</p> <p><b>Jieun Kim</b>, Analyste des politiques, Direction de la coopération pour le développement, OCDE</p> <p><b>Samuel Mary</b>, Vice-président principal Recherche ESG, PIMCO</p> <p><b>Johanna Richter</b>, Gestionnaire de portefeuille, KfW Development Bank</p> <p><b>Márcia Tavares Teixeira</b>, Directeur exécutif, Bourse de Cabo Verde</p>

13h40 – 14h10 Pause

Séances parallèles	Axe 1	Axe 2
14h10 – 14h50 (heure de Paris)	De l'urgence de l'écologisation des systèmes financiers : enseignements offerts par l'Inde, le G20 et le rôle de la coopération pour le développement	Atteindre des objectifs climatiques et énergétiques ambitieux par temps de crise

Pour respecter les engagements de l'Accord de Paris et contribuer à l'objectif mondial de neutralité GES, les secteurs de l'énergie des pays en développement devront disposer d'un financement estimé à 1 000 milliards USD par an jusqu'en 2030 (AIE, 2021). À mesure qu'il est de plus en plus évident que le changement climatique constitue un obstacle au développement, les pays redoublent d'efforts pour transformer leurs systèmes financiers pour en faire des moteurs et des catalyseurs de l'action climatique et du développement durable. Pour mettre les flux financiers en adéquation avec les objectifs mondiaux d'atténuation et d'adaptation, les pays doivent engager une transformation systémique de l'allocation des fonds et de l'intermédiation financière. Cette séance examinera les perspectives qui s'ouvrent aux pays en développement dans le domaine de l'écologisation de leurs systèmes financiers, étudiera les problèmes et les obstacles qui continuent de s'opposer à l'exploitation du potentiel de la finance verte et décrira le soutien effectif apporté par la coopération pour le développement, ainsi que celui qui serait nécessaire. L'accent sera mis sur les perspectives d'écologisation des systèmes financiers de l'Inde, compte tenu d'un besoin d'investissements estimé à 2 500 milliards USD pour atteindre les objectifs de la CDN du pays d'ici 2030, et du fait que le pays assurera la présidence du G20 en 2023.

Un nombre croissant de pays ou ensembles régionaux ont récemment adopté des objectifs ambitieux en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique en vue d'accélérer les progrès dans le sens de la réalisation de l'objectif de température de l'Accord de Paris. Dans le contexte des évolutions du marché de l'énergie entraînées par l'agression à grande échelle de la Russie contre l'Ukraine, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique des bâtiments et de l'industrie peuvent jouer un rôle crucial dans la gestion de la crise énergétique en cours. Les énergies renouvelables peuvent également contribuer à accroître la sécurité énergétique, tandis que l'efficacité énergétique peut aider les pays à consommer moins d'énergie importée dans les logements comme dans l'industrie. Cependant, la flambée des prix des matières premières et les perturbations des chaînes d'approvisionnement exercent une pression croissante sur les producteurs d'énergies renouvelables telles que l'énergie éolienne. Par ailleurs, les pressions sur le pouvoir d'achat privé et sur les budgets publics aggravent les tendances à la diminution des investissements dans l'efficacité énergétique des bâtiments. Comment les pays peuvent-ils, face à la crise, atteindre les ambitieux objectifs qu'ils se sont fixés dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique ?

Modérateur	Commission européenne (à confirmer)	<b>Elia Trippel</b> , Analyste des politiques, Direction de l'environnement, OCDE
Intervenants	<p><b>Haje Schütte</b>, Conseiller principal et Chef de la Division du Financement du développement durable, Direction de la Coopération pour le développement, OCDE</p> <p><b>Sivasubramanian Ramann</b>, Président-Directeur général, Small Industries Development Bank of India (SIDBI)</p>	<p><b>Eila Kreivi</b>, Conseiller principal en matière de financement durable, Banque européenne d'investissement (BEI)</p> <p><b>Peter Sweatman</b>, Directeur général, Climate Strategy &amp; Partners</p> <p><b>Pierre Tardieu</b>, Président-Directeur général, WindEurope</p>

14h50 – 15h20 Pause

Séances parallèles	Axe 1	Axe 2
15h20 – 16h20 (heure de Paris)	Progrès vers la systématisation de la gestion des impacts	L'interface genre-environnement : décloisonner la finance durable

La dernière décennie a connu une forte augmentation des demandes adressées aux entreprises, aux investisseurs et aux institutions financières pour qu'ils mesurent, divulguent et améliorent leurs impacts sur la durabilité. Dans le cadre de l'*Impact Management Platform*, les principaux fournisseurs internationaux de normes et d'orientations en matière de durabilité coordonnent leurs efforts pour promouvoir la pratique de la gestion des impacts. Cette séance examinera les évolutions les plus récentes dans le domaine des normes et des orientations relatives à la durabilité, et ce qu'il conviendrait de faire pour systématiser la gestion des impacts. Elle se penchera également sur le paysage plus large d'initiatives en faveur de la divulgation d'informations financières relatives à la durabilité (dont l'*International Sustainability Standards Board*) et de l'accélération de la transition vers une économie mondiale neutre en GES (comme la *Glasgow Financial Alliance for Net Zero* et la *Net Zero Banking Alliance*).

Bien que la récente croissance rapide du marché financier durable constitue une évolution positive, jusqu'à présent, les considérations de genre et d'environnement ont largement été abordées de manière cloisonnée, comme des « optiques distinctes » prises en compte séparément dans divers instruments de financement. Cependant, les objectifs en matière d'égalité entre les sexes et d'environnement se recoupent et peuvent se renforcer mutuellement. Pour que le système financier se mette au service des populations et de la planète, il est indispensable d'adopter une « optique intégrée » établissant des liens entre les objectifs environnementaux et les objectifs sociaux, dont ceux d'égalité entre les sexes. Cette séance examinera comment les stratégies d'investissement durable pourraient renforcer plus efficacement les synergies entre les questions d'environnement et celles d'égalité entre les sexes.

Modérateur	<b>Jo Fackler</b> , Responsable de la plateforme, Impact Management Platform	<b>Suzanne Biegel</b> , Fondatrice, Catalyst at Large; Cofondatrice, GenderSmart
Intervenants	<p>Discours liminaire : <b>Masamichi Kono</b>, Conseiller principal, MUFG Bank et Trustee, Fondation IFRS</p> <p><b>Careen Abb</b>, Responsable des ODD et des impacts, Initiative financière du PNUE (PNUE FI)</p> <p><b>Marta Santamaria</b>, Directrice, Capitals Coalition</p> <p><b>Andrea Webster</b>, Responsable Transformation des systèmes financiers, World Benchmarking Alliance</p>	<p>Remarques d'ouverture : <b>Aubrey Paris</b>, PhD, Conseillère en politiques, Genre, climat et innovation, Département d'État des États-Unis</p> <p><b>Elena Ruiz Abril</b>, Conseillère politique régionale pour l'autonomisation économique des femmes en Afrique de l'Ouest et du Centre, ONU Femmes</p> <p><b>Delia Sánchez Castillo</b>, Directeur, Planification et évaluation, Banobras</p> <p><b>Barbara Rambousek</b>, Directrice, Genre et inclusion économique, Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)</p> <p><b>Julie Segal</b>, Cadre dirigeante, Financement climatique, Environmental Defence</p>

16h20 – 16h30  
(heure de Paris)

Clôture du Forum

Discours liminaire vidéo

**Walid Oueslat**, PhD, Chef par intérim de la Division de l'environnement, des transitions et de la résilience, Direction de l'environnement, OCDE